

Au soulagement qui a suivi la signature des accords de Paris a succédé un examen critique qui en a révélé les faiblesses.

Les réactions allemandes à l'accord sarrois.

C'est en Allemagne d'abord, que le règlement du différend sarrois a soulevé des protestations qui ne relèvent pas toutes de la tactique électorale. Les libéraux, loin d'y voir l'aube d'une réconciliation franco-allemande, y trouvent les éléments d'une discorde permanente. La coalition gouvernementale de Bonn, déjà fêlée par des controverses purement intérieures, aura quelque peine à se remettre des discussions qui vont s'ouvrir au Bundestag. Le parti Chrétien démocrate du Chancelier répugne à porter seul la responsabilité d'un accord que les autres partis rejettent. Sans doute en fin de compte seront-ils ratifiés.

Mais alors que la solution européenne de la C.E.D. aurait créé un climat nouveau, il est à craindre que l'Allemagne de Bonn, investie d'une souveraineté pratiquement complète, n'use de cette autorité pour saper progressivement les accords clauses du compromis.

Un pacte avec les Soviets.

Le Chancelier Adenauer a fait suggérer, lors de son voyage, à Washington, la conclusion d'un pacte de non-agression avec les Soviets, qui a intrigué les milieux gouvernementaux américains. Était-ce une manœuvre pour apaiser l'irritation de ses alliés et adversaires politiques ou bien l'amorce, à plus ou moins longue échéance, d'une politique indépendante dans les rapports Est-Ouest ? Le Chancelier craignait jusqu'ici qu'un accord de co-existence pacifique ne soit conclu un jour ou l'autre sans l'Allemagne et sur son dos. C'était la raison majeure de sa hâte à sceller l'intégration de l'Allemagne dans le bloc occidental et de recouvrer pour elle la souveraineté. Aujourd'hui toute négociation à quatre, si elle devait s'engager de façon sérieuse, ne pourrait l'être sans la participation de Bonn et tout accord serait subordonné à son approbation ou à son veto. Moscou peut trouver là, un jour, un moyen nouveau de dissocier le monde libre.

Le Communisme et la misère.

On répète comme une évidence ici et ailleurs — c'est même un slogan endossé par notre actuel gouvernement — que le seul moyen de faire reculer le communisme est d'extirper la misère et d'élever le niveau de vie des masses qui seraient fatalement entraînées vers cette idéologie par la persistance de leur état. C'est là simplifier le problème et faire sans le vouloir du matérialisme historique. On a vu

souciait peu du bien-être des peuples conquis. Son autorité n'a pas été menacée pour cela. Les révolutions ne sont pas l'œuvre des masses opprimées. Les ouvriers russes qui ont aidé Lénine à faire triompher le bolchevisme avaient un niveau de vie supérieur en moyenne, à ce qu'il est encore et plus de liberté.

La situation politique en Italie.

Mais c'est en Italie que le problème apparaît réellement. La péninsule est aujourd'hui menacée d'une majorité d'extrême-gauche aux prochaines élections et l'inquiétude grandit au point qu'une coalition des forces anti-communistes se révélera peut-être nécessaire pour s'opposer à une prise de pouvoir légale par les rouges, coalition qui comprendrait les monarchistes et inévitablement les néo-fascistes. Or la citadelle du communisme en Italie, Bologne, est relativement à sa population la plus moderne et la plus florissante des cités de la péninsule. Elle est de plus une des moins industrielles. La force du parti social-communiste réside dans le suffrage des fermiers et métayers qui roulent voiture et mènent grand train; la montagne avoisinante qui au contraire est pauvre reste fidèlement démocrate-chrétienne. Dans le Sud on constate que le recul du paupérisme coïncide avec un progrès de l'extrême-gauche et l'on dit, par ironie, que la baisse du mezzogiorno est la meilleure pourvoyeuse d'électeurs communistes et nennistes.

En Angleterre, la gravité de la crise sociale soulignée par les grèves récentes, s'appuie sur les éléments les mieux payés, dans le pays du monde socialement le plus avancé. Inversement les masses les plus déshéritées de l'Islam se montrent, en Moyen-Orient, peu perméables au communisme et même en Afrique du Nord, sans la collusion avec le nationalisme, la force du parti serait presque négligeable: Nous n'entendons pas démontrer par là que la lutte pour le progrès social est inefficace, mais que le facteur essentiel de la lutte entre les idéologies qui divisent le monde est beaucoup plus psychologique que matérielle.

Le communisme cristallise des antagonismes séculaires qui ont peu à peu avec le contenu du portemonnaie. L'Italie a toujours été divisée en fractions hostiles. La France également a conservé au long des siècles des haines de classes et des éléments révolutionnaires par tempérament, de même qu'en Espagne les anarchistes, qui sont d'ailleurs anti-communistes politiquement, ne deviendraient pas conservateurs en s'enrichissant. Le progrès social n'est opérant que s'il s'accompagne d'une rééducation intellectuelle fondée sur l'évidence des faits, la démonstration de l'absurdité de certaines passions politiques et le ralliement à

l'ordre le plus profitable à tous, montré par l'expérience et appuyée sur l'étude des résultats acquis. C'est ce que l'on néglige; la pure démagogie est plus facile. Dans un pays éminemment réfléchi et d'esprit pratique, la Hollande, on publiait récemment un rapport qui mentrait que le progrès social et le développement du revenu national était entravé par l'écrasement progressif des revenus privés élevés et que si l'on voulait tendre à plus de bien-être collectif, il fallait maintenir et même élargir l'écart entre les gros et petits revenus, l'attrait et le stimulant des premiers donnant à la production son dynamisme. L'égalitarisme pratiqué par le socialisme dans les pays d'économie mixte s'étant révélé comme un facteur de décadence surtout en Angleterre et en France.

Les élections aux Etats-Unis.

Les élections aux Etats-Unis ont déjoué les pronostics qui annonçaient un raz de marée en faveur des démocrates. Si ceux-ci enregistrent une légère avance elle est inférieure au résultat traditionnel des élections intermédiaires où le parti au pouvoir perd toujours un terrain appréciable.

Le prestige d'Eisenhower fortement affaibli, il y a un an s'est rétabli peu à peu et c'est à l'influence du président que le parti républicain doit ce relatif succès. Sauf accident d'ordre international il n'y aura rien de changé dans la politique américaine, non seulement à l'extérieur, mais même à l'intérieur. On restera « au milieu de la route », appuyé par les modérés des deux camps. Cependant ce résultat affecte beaucoup de calculs ici même. On attendait d'un triomphe démocrate une inflexion à gauche dans l'ordre social international, un flottement de la direction américaine en politique étrangère et surtout le départ de Foster Dulles. Bien des combinaisons et des espoirs devront être ajournés. Nn nous en plaignons pas.